

ils veulent pouvoir gagner décemment leur vie grâce aux pêcheries. Ils ne veulent pas être à la charge des autres Canadiens; ils veulent se débrouiller eux-mêmes.

La politique du gouvernement en matière de pêcheries, ou plutôt son absence de politique, prouve encore une fois que la nation canadienne vit de sa graisse au lieu d'acquiescer des muscles. Dans un pays où l'inégalité régionale est une maladie dévastatrice, aucune province n'a souffert plus que Terre-Neuve de cette cause majeure d'anémie économique. Personne n'en a plus souffert que les pêcheurs de Terre-Neuve.

Je rappelle à la Chambre que durant la campagne électorale, le premier ministre a répété à satiété la promesse solennelle d'offrir à la population de la région atlantique une sorte de plan Marshall pour l'expansion de la région. Or, après six mois de stagnation, au cours desquels nous avons assisté à la suppression du rabais aux producteurs de poisson salé, la suppression des versements d'appoint à notre industrie du poisson frais congelé, la suppression du programme des travaux d'hiver, rien ne saurait être plus évident que la promesse du premier ministre n'était autre chose qu'un nouveau slogan fictif dans une guerre fictive contre la disparité régionale.

A mon avis, c'est une perspective sinistre et de mauvais augure pour la population canadienne de la région atlantique surtout les pêcheurs de ma province. Ces gens voient la disparité s'accroître, les occasions diminuer, les services en danger d'être réduits, une population en effritement, des problèmes qui se multiplient, les finances provinciales et municipales grevées à l'extrême, les impôts qui augmentent, et un gouvernement fédéral absolument indifférent aux problèmes, du moins pendant les premiers six mois de son mandat.

Je voudrais avant de conclure, monsieur le président, commenter la politique de centralisation appliquée à Terre-Neuve par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Dans ma circonscription, qui n'est pas la seule d'ailleurs dans ce cas, on a encouragé de nombreuses personnes à abandonner leurs lieux de résidence pour aller s'établir dans des centres désignés. La ville de Placentia, dans ma circonscription, compte 100 familles de plus que le gouvernement y avait invitées en leur accordant même une aide financière. Bien que ne désavouant pas totalement le principe de la centralisation, j'accuse ce gouvernement de détruire le mode de vie de bon nombre de Terre-Neuviens.

J'ai eu le plaisir d'assister à une réunion à Placentia il y a quelques semaines. Y étaient

présents certains des insulaires qui ont dû être déplacés. Ce fut l'expérience la plus bouleversante et la plus terrible que j'aie jamais vécue. Ces gens retiraient un certain orgueil de pouvoir se dire indépendants, industriels, d'avoir accédé à la propriété et de posséder leurs chalets, leurs bateaux et leurs filets de pêche. Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Terre-Neuve les ont transportés dans un endroit où ils n'ont plus rien, où il n'existe aucune installation dont les pêcheurs puissent se servir. Ils ont quitté une région où, je le répète, ils étaient passablement à l'aise. Je reconnais que ces régions comportaient bien des inconvénients. Mais on les a exilés vers des régions qui, dans bien des cas, sont impropres à la pêche. Ces Terre-Neuviens, autrefois fiers, indépendants, industriels et laborieux en sont réduits à faire queue, pour ainsi dire, au bureau du bien-être social afin de recevoir, comme je l'ai dit, leur pitance quotidienne et de choir dans l'abêtissement.

M. McGrath: Embrigadez-vous dans la société juste.

M. Carter: Si c'est cela la société juste, monsieur le président, on pourrait bien s'en passer. (*Applaudissements*)

Le gouvernement est responsable de la disparition d'un mode de vie pour de nombreux Terre-Neuviens. Je tiens à apporter certaines réserves et à préciser que je ne désavoue pas le principe de la centralisation. Mais avant de déplacer les gens d'une région, on devrait aménager en conséquence les autres centres d'établissement plutôt que de faire miroiter un chèque aux yeux des gens et de les encourager à s'établir dans une région qui n'est certainement pas préparée ou prête à les accueillir. C'est une injustice déplorable, incompatible avec la promesse et la philosophie du premier ministre qui préconise l'abolition des disparités régionales et une société juste pour tous.

Avant de reprendre mon siège, j'aimerais mentionner certains problèmes qui existent dans ma circonscription. J'ai appris avec un certain étonnement, et inquiétude, lors du débat l'autre jour qu'un député—j'oublie le nom de sa circonscription—a dit à la télévision qu'il pouvait au «caucus» libéral obtenir des fonctionnaires et des ministres ce qu'il désire en ayant recours, jusqu'à un certain point, à des menaces. J'aimerais bien savoir comment il s'y prend, car jusqu'ici j'ai essuyé un échec complet en tentant d'obtenir quelque chose du gouvernement.

M. Mahoney: Venez ici. (*Exclamations*)